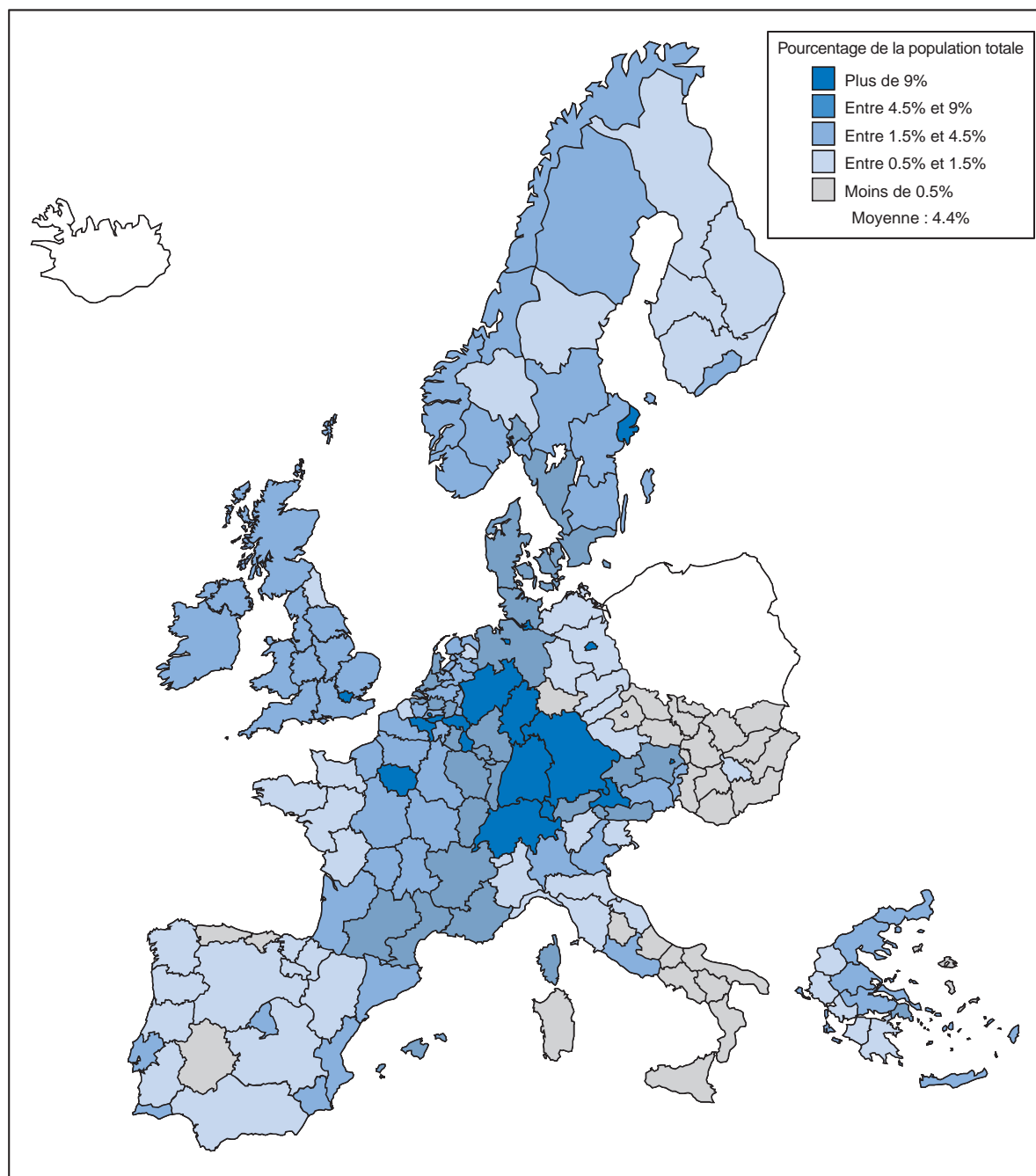


Carte I.1. Population étrangère dans les régions européennes, 2001



1. Population âgée de 15 ans et plus sauf pour le Danemark, le Luxembourg et la Suisse pour lesquels les données couvrent la population totale. Pour ces trois pays, les données ne sont pas réparties par régions. Les données ne sont pas disponibles pour l'Islande ni pour la Pologne.

Source : Eurostat et Statistiques et indicateurs territoriaux de l'OCDE.

notamment dans la capitale et sa région. Le pourcentage d'étrangers dans la population totale atteint ainsi près de 27 % dans la région de Londres et 26 % dans celle de Bruxelles, 14.5 % à Stut-

tgart et près de 17 % à Vienne. Ce pourcentage est également au moins deux fois supérieur à la moyenne nationale dans la région parisienne (13.9 %), à Prague (1.2 %) ainsi qu'aux Baléares et à

### Encadré III.3. Principaux déterminants des résultats obtenus par les immigrants et leurs descendants sur le marché du travail au Danemark

Entre 1990 et 1999, les taux d'activité des immigrants et de leurs descendants ont diminué. Cette observation est l'un des éléments qui a motivé le vote de la nouvelle Loi sur l'immigration (voir section 4) et a également donné lieu à des analyses plus approfondies destinées à en déterminer les causes.

- La durée du séjour : il existe une corrélation positive entre la durée du séjour au Danemark et les taux d'activité. Le taux d'activité des immigrants qui ont séjourné 2 ans ou moins au Danemark est nettement inférieur à celui des immigrants qui y ont séjourné 10 ans (25 % contre 54 %).
- L'âge au moment de l'immigration : en règle générale, les immigrants qui avaient entre 0 et 12 ans au moment de leur arrivée affichent des taux d'activité supérieurs (55 %) à ceux des immigrants qui avaient entre 13 et 29 ans (45 %), et à ceux des immigrants qui avaient entre 30 et 59 ans (30 %). Le fait d'avoir été scolarisé au Danemark semble être un élément déterminant de l'insertion sur le marché du travail. Une autre explication peut être avancée : les immigrants qui avaient moins de 30 ans à leur arrivée s'adaptent plus facilement aux exigences du marché du travail danois que les immigrants qui avaient déjà travaillé dans leur pays d'origine.
- La valeur relative de la formation reçue dans le pays d'origine : les immigrants et les descendants qui possèdent un diplôme danois présentent des taux d'activités plus élevés que les immigrants qui ont acquis un diplôme de niveau équivalent dans leur pays d'origine. Cela montre que les immigrants n'ont pas toujours la possibilité de faire valoir la formation qu'ils ont reçue dans leurs pays d'origine pour accéder au marché du travail danois.

## 4. Évolution de la politique migratoire

### *Admission et séjour (mesures d'intégration comprises)*

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la nouvelle Loi sur l'immigration est entrée en vigueur. Cette loi prévoit, entre autres dispositions, la mise en place d'un nouveau « Programme d'accueil » de trois ans destiné aux réfugiés et aux immigrants de fraîche date, mettant tout particulièrement l'accent sur l'apprentissage de la langue. La loi prévoit également de transférer la responsabilité de l'intégration des immigrants du Conseil danois des réfugiés (*Danish Refugee Council*) aux conseils municipaux.

Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, un problème d'absentéisme assez important s'est manifesté, ainsi que de grandes différences dans la façon d'interpréter la loi selon les conseils municipaux. Compte tenu du fait que les villes, qui sont les plus strictes en matière de lutte contre l'absentéisme, sont aussi celles qui obtiennent les meilleurs résultats, la Loi sur l'intégration a été modifiée : les conseils municipaux sont désormais dans l'obligation de sanctionner les réfractaires. Les immigrés et les réfugiés qui travaillent échappent à ces sanctions.

Le 17 janvier 2002, le nouveau ministre de l'Immigration, Bertel Haarder, a présenté au gouvernement une série d'amendements qu'il propose d'apporter aux lois danoises sur l'immigration :

- Le regroupement familial sera limité aux conjoints âgés de plus de 24 ans. En principe, les parents de l'immigrant ne pourront pas immigrer et les demandes des conjoints âgés de 18 à 24 ans seront minutieusement examinées.
- Les titres de séjour permanents ne pourront être accordés qu'après 7 ans de séjour ininterrompu en situation régulière (contre 3 ans actuellement).
- Les immigrants ne pourront pas bénéficier de l'aide sociale durant les 7 premières années de leur séjour.
- L'entrée des immigrants hautement qualifiés sera facilitée.